

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

LE NOUVEAU PRÉSIDENT FRANÇAIS RÉTABLIT LA RETRAITE À 60 ANS

Des milliers d'émigrés algériens concernés

Le nouveau président français, le socialiste François Hollande, élu le 6 mai dernier, va rétablir la retraite à 60 ans, dans certaines conditions, conformément à un de ses engagements. Des milliers d'émigrés algériens sont concernés. Mais qui pourra réellement partir à la retraite à 60 ans ? La question n'est toujours pas tranchée, si l'on en croit les différents membres de l'équipe du nouveau président. Le candidat a régulièrement répété durant sa campagne que «ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans et qui ont leur durée de cotisation, soit 41 puis 41,5 ans, puissent partir à la retraite à 60 ans». Un engagement qui doit être concrétisé par un décret publié rapidement après sa prise de fonction.

Si le texte n'est pas encore connu, la formulation employée par le nouveau président laisse entendre que seules les périodes de cotisation effectives seront prises en compte dans le calcul des 41,5 ans de durée de cotisation. Un dispositif qui serait calé sur celui pour «carrières longues», qui existe déjà aujourd'hui mais est limité à ceux ayant commencé à travailler à 17 ans ou avant. Seuls les trimestres cotisés dans le cadre d'une activité salariée seraient donc pris en compte pour atteindre les 166 trimestres nécessaires. Les périodes de chômage ou de congés maternité dites «assimilées» ne seraient pas décomptées, même chose pour la majoration de durée d'activité pour enfant de huit trimestres. Quant aux arrêts maladie ou au service militaire, ils ne seraient pris en compte que dans la limite de quatre trimestres chacun. «Tout l'enjeu est de savoir s'ils veulent inclure les périodes de chômage ou non, mais la mesure n'aura alors pas du tout le même coût», avance le président de la Cnav (assurance vieillesse). Selon lui, les simulations de la Cnav font apparaître que «la mesure ne concernera que quelques dizaines de milliers de personnes par an si elle n'est qu'une simple extension du dispositif car-



Photo : Samir Sid

rière longue aux salariés ayant commencé à travailler à 18 ans», un chiffre loin des 130 000 à 150 000 promis par le candidat socialiste.

Grande négociation sur les retraites pour cet été

Il serait par ailleurs étrange que le dispositif pour les salariés ayant commencé à travailler à 18 ans soit plus généreux que celui en vigueur pour ceux ayant commencé à travailler avant 17 ans. Entre refondre totalement le dispositif «carrières longues» pour inclure le chômage et simplement l'étendre, la différence se chiffre

par ailleurs à plusieurs milliards d'euros. «L'augmentation de 0,2 point par an des cotisations retraite annoncée par le nouveau président couvre très largement une extension du dispositif, mais pas la prise en compte des périodes de chômage», résume le président de la Cnav.

L'équipe de François Hollande défend pour l'instant une vision restrictive : «Nous prendrons en compte les périodes cotisées, sur le modèle de l'actuel dispositif carrières longues.»

Pourtant, un proche du prochain président laisse entendre qu'il y a des marges de négociation sur la prise en compte des

périodes validées». Manière de laisser de la place pour une éventuelle négociation avec les syndicats ? Tous assurent pour l'instant n'avoir eu aucun contact avec l'équipe socialiste sur le sujet, «mais espèrent qu'ils seront consultés».

Le nouveau président a par ailleurs promis une grande négociation sur les retraites pour cet été.

Présenté comme une mesure de lutte contre les injustices, le rétablissement du droit à partir à la retraite à 60 ans pour les personnes ayant commencé à travailler à 18 ans et ayant cotisé 41 annuités fera aussi l'objet d'un décret soumis pour consultation au conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav). Selon les arbitrages qui seront rendus, le nombre de bénéficiaires potentiels de la mesure variera de quelques dizaines de milliers à 150 000, sur un total de quelque 630 000 départs à la retraite en 2011 dans le régime général — les salariés du privé et assimilés.

Le financement de ce dispositif est à la charge des actifs, la cotisation vieillesse devant être relevée de 1 point sur la durée du quinquennat — soit 0,2 point par an (0,1 pour la part patronale, 0,1 pour la part salariale).

LSR

COURRIER DES LECTEURS

Histoire de transfert de devises

La question que je souhaite poser à la CNR est la suivante. Un retraité algérien qui a travaillé toute sa vie en Algérie, qui aujourd'hui a refait sa vie en France, qui a réussi à obtenir légalement une carte de séjour «vie familiale-vie privée» dans ce pays et qui n'a aucune ressource dans ce pays d'accueil puisqu'il n'y a jamais travaillé, a-t-il le droit d'échanger ses dinars au taux légal dans une banque algérienne sans passer par l'échange au noir chez des cambistes sans scrupules qui lui sucent au passage la moitié de son maigre pécule ? Merci au journal *Le Soir d'Algérie* et à sa rubrique «Le Soir Retraite» qui est à l'écoute et donne la parole à tous les retraités algériens qu'ils vivent au pays ou ailleurs.

Hamou, Nantes (France)

RÉPONSE : La question devrait être posée aux institutions bancaires algériennes, car elle concerne les conditions de transfert de devises à l'étranger.

Très insuffisante allocation de retraite

Voilà monsieur mon problème : pendant des années, j'ai reçu une faible augmentation de ma pension. J'ai une retraite, 10 ans dans une entreprise privée ; je suis malade, je ne marche pas, je ne vois pas, je reste à la maison, bloqué car malade. Comment puis-je avoir une augmenta-

tion par rapport au SNMG ? Le montant actuel de ma pension est de 5 000 DA. Je suis père de famille, malade et âgé de 70 ans. Aidez-moi à trouver une solution.

Nouredine Lazhar

RÉPONSE : En fait, vu que vous n'avez pas cumulé 15 années d'activité salariée avec cotisations sociales, vous ne bénéficiez pas d'une pension de retraite : vous percevez une allocation de retraite dont le montant est calculé au prorata du nombre d'années travaillées, plus un complément à la charge de l'Etat. Il y a un dispositif qui permet à un retraité à mobilité limitée, sous certaines conditions, d'ouvrir droit à une majoration pour tierce personne. Nous vous recommandons de vous rapprocher de votre agence CNR.

Retraite et années de formation

Un grand merci pour le travail que vous faites. Recruté par une grande société nationale, j'ai été envoyé pour des études à l'étranger après ce recrutement. Ayant déposé mon dossier de retraite avec une ATS depuis le recrutement, la CNR refuse de me comptabiliser les années de formation : selon eux, j'étais étudiant. Je leur ai fourni des fiches de paie avec portées dessus clairement les cotisations versées par l'entreprise mais sans résultat. Un recours auprès de la commission de recours suivi d'une lettre de rappel est resté sans réponse à ce jour (une année). Je me suis déplacé au centre des

archives de la rue Hassiba-Ben-Bouali (Alger-Centre) : ils n'ont pas trouvé trace dans leurs archives (de l'époque de la Casoral). J'ai fourni une attestation de la Casoral pour la période en question, mais *oualou* ! J'ai essayé de les raisonner : vu l'ATS, l'attestation de la Casoral et les fiches de paie remises mais sans succès ! Qui a dit *khechinisme* et *z'kara* ? Je leur ai même suggéré de poursuivre dans ce cas l'entreprise pour faux et usage de faux — il y a plusieurs collègues dans mon cas pour qui il n'y a pas eu de problème — ce qui leur permettra de couvrir les pertes subies par la CNR à cause d'El Khalifa Bank ! Avant de solliciter un avocat, que me suggérez-vous comme ultime voie de recours ?

A-B., Alger.

RÉPONSE : Comme dans toutes les caisses de retraite du monde entier, votre agence CNR doit trouver la trace de vos cotisations de retraite pour pouvoir calculer le montant de votre pension : les archives de la CNR doivent parler. Quant à la période de vos années de formation, le plus important, ce n'est pas votre statut d'étudiant, mais la nature des cotisations figurant sur vos fiches de paie pendant votre période de formation : si elles ne comprennent que les cotisations d'assurance maladie, ces années ne seront pas comptabilisées ; par contre, si il y a une quote-part retraite, vos années de formation seront comptabilisées. Si vous êtes sûr de votre bon droit, prenez un avocat !

Où en est la revalorisation des pensions de retraite pour 2012 ?

Est-ce que vous avez des informations concernant l'augmentation des pensions au mois de mai 2012 ?

Un lecteur

RÉPONSE : Conformément à la législation en vigueur, le Conseil d'administration de la CNR (et aussi celui de la Casnos) doit faire des propositions de taux de revalorisation au ministre de la Sécurité sociale, et ce dernier prend un arrêté fixant le taux définitif. Nous venons d'apprendre, que la réunion de ce conseil a été reportée : pourquoi et qui a dicté cette décision ?

Le ministère ? Une chose est certaine, c'est que le retard enregistré — la revalorisation doit être effective à partir du 1^{er} Mai de chaque année, toujours selon la loi — sera imputable au conseil d'administration de la CNR, et non au ministre de tutelle, le FLN Louh, qui était occupé par sa «campagne électorale» : il pourra rétorquer (après avoir fait reporté cette réunion) qu'il n'a toujours pas reçu de propositions de taux de revalorisation !

Avec quels très graves légèreté et dépassement est appliquée la loi ! Quel mépris vis-à-vis des 2,5 millions de retraités, dont les plus démunis sont très durement touchés par la cherté de la vie.

Djilali Hadjadj